

Food for thought on Canadian campuses

Une voie à suivre malgré les défis – par Elana Cooperberg¹

À la fin de janvier, le gouvernement fédéral, par le biais du Ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, l'Honorable Marc Miller, a annoncé une réduction du nombre de permis d'études qui seront délivrés aux étudiantes et aux étudiants étrangers pour 2024. Dans le but de « stabiliser la nouvelle croissance pour une période de deux ans » (Gouvernement du Canada, 2023), une réduction de 35 % pondérée en fonction de la population aura de graves répercussions dans tous les établissements d'enseignement supérieur et affectera notre aptitude à atteindre nos objectifs, nos plans stratégiques et la réussite de nos étudiants et de nos étudiantes. Comme justification partielle, la discussion a identifié la protection des étudiantes et des étudiants étrangers contre les activités frauduleuses des établissements, ce qui est une préoccupation légitime mais qui n'a rien à voir avec la baisse globale de 35 %. Ces changements soulèvent les questions suivantes : où sont les preuves? Où sont les données qui ont permis de prendre cette décision? Où est la corrélation valide entre notre pénurie de logements à l'échelle nationale et le nombre total d'étudiantes et d'étudiants étrangers venus ici pour se développer sur le plan personnel et améliorer leur pays d'origine lorsqu'ils y retourneront ou qui amélioreront notre pénurie de main-d'oeuvre ici au Canada?

Dans le même ordre d'idées, je travaille dans un Cegep anglophone à Montréal, une ville connue pour sa joie de vivre internationale. Les Montréalais et les Montréalaises sont originaires de toute une variété de milieux, ils parlent de nombreuses langues et profitent d'une abondance d'occasions sociales et culturelles qui reflètent la diversité de la ville. En mai 2022, le gouvernement Legault a adopté la Loi 14, dont le but est de protéger la langue française. Je suis doyenne dans un Cegep anglophone et pour moi, l'adoption de cette loi a augmenté ma charge de travail ainsi que la charge de travail de mes collègues et elle est au centre de nos efforts depuis presque deux ans maintenant. Cette loi a augmenté le niveau de stress des professeurs et des professeures, des étudiants et des étudiantes, alors que nous nous demandons quelles seront les répercussions sur l'apprentissage des étudiants et des étudiantes et sur l'aptitude des professeurs et des professeures à enseigner

¹ Elana Cooperberg (EdD en cours) est doyenne, développement universitaire et recherche, au Collège Vanier, à Montréal. Elle enseigne à temps partiel à l'Université de Sherbrooke, Faculté d'éducation. On peut la joindre à : chair@stilhe.ca

dans une langue pour laquelle ils n'ont pas été engagés.

Plus récemment, en décembre 2023, le gouvernement a publié une déclaration annonçant une augmentation des frais de scolarité des étudiants et des étudiantes de l'extérieur de la province pour les trois universités anglophones du Québec, ainsi que des exigences en matière de langue française pour ces étudiants et ces étudiantes. Ici encore, mes questions brûlantes : où sont les preuves? Où sont les données qui ont permis de prendre cette décision?

En toute transparence, je n'adhère pas à l'idée d'une prise de décision efficace qui repose uniquement sur des données quantitatives. Je soutiens les données qualitatives venues de diverses et vastes sources. Je crois que nous pouvons en arriver à de meilleurs résultats si nous consultons divers groupes constitutifs qui participent à l'enseignement post-secondaire et en bénéficient. Mais où sont les données qui soutiennent ces décisions majeures qui ont un impact considérable sur tous nos établissements? De plus, où sommes-nous dans la discussion? En tant que professeurs et professeures, conseillers et conseillères pédagogiques, membres du personnel et administrateurs et administratrices, où se trouve la multiplicité des voix, où sont nos expériences vécues qui éclairent le processus décisionnel et transforment réellement l'enseignement supérieur? Comment pouvons-nous nous unir pour garantir que la valeur sociétale de l'enseignement supérieur reste au premier plan des décisions prises par le gouvernement?

Dans notre monde post-Covid, on a beaucoup écrit sur le travail émotionnel dans l'enseignement supérieur tel que vécu par les étudiants et les étudiantes, les professeurs et les professeures, les membres du personnel et les administrateurs et les administratrices (Fleming, 2021; Morrish, 2021). Je reconnais que nous sommes encore fatigués, émotionnellement et cognitivement, et que les nouvelles mesures qui arrivent sans consultation et sans justification claire servent à affecter négativement la confiance que nous avons dans nos établissements et dans le pouvoir du processus décisionnel qui affecte le secteur de l'enseignement supérieur. La communication et la bienveillance sont des éléments fondamentaux de la confiance (Kutsyuruba & Walker, 2014; Porumbescu et al., 2013). Pourtant, ces deux éléments sont tragiquement absents des récents changements que nous observons dans notre secteur.

Ces nouvelles réalités exigent de la compassion et une collaboration interne et d'un établissement à l'autre. La SAPES offre un espace et un lieu pour se réunir afin de partager, d'explorer et de situer notre travail de manières qui peuvent radicalement changer notre cadre institutionnel. En tant que Présidente de la Société, je vous invite à participer à nos communautés, à nos groupes constitutifs, et à aider à en établir de nouveaux selon vos besoins et vos intérêts. Dans notre première publication de la rubrique Alimenter la réflexion, Bruce Ravelli avait parlé de l'importance des cours de première année pour la participation et la motivation des étudiants et des étudiantes. À l'automne, Anita Acai a présenté une réflexion sur le déclin de la santé mentale des professeurs et des professeures et Ana-Maria Petrunic a examiné la complexité des apprenants et des

apprenantes qui étudient l'anglais ainsi que le soutien nécessaire pour offrir à ces étudiants et à ces étudiantes de l'aide en matière de langue anglaise et de développement, tout en développant des connaissances et des compétences disciplinaires. Dans notre dernière publication de la rubrique Alimenter la réflexion, Tari Ajadi a proposé la création d'une communauté de pratique concentrée sur l'étude des Noirs. Où pourrait-on mieux développer un dialogue inter-institutionnel sur ces questions et sur d'autres questions ailleurs qu'au sein de la Société pour l'avancement de la pédagogie dans l'enseignement supérieur?

J'ai accepté le rôle de Présidente de la SAPES car je crois en la possibilité de transformation dans l'enseignement supérieur. Les besoins sont nombreux mais nos aptitudes et nos capacités collectives sont encore plus nombreuses. En tant qu'organisation, nous sommes engagés à faire avancer ces questions qui nous affectent tous et qui ont un impact direct sur nos étudiants et nos étudiantes ainsi que sur nos étudiants et étudiantes futurs. En tant qu'organisation, nous sommes engagés envers le changement que nous souhaitons le plus voir s'opérer au sein et autour de nos établissements. N'hésitez pas à me contacter si vous avez un intérêt ou un besoin qui a été laissé à l'abandon dans notre ère post-Covid. Nous serons heureux d'en parler davantage avec vous.

MATIÈRE À RÉFLEXION

1. Selon vous, quels sont les autres défis auxquels fait face le secteur de l'enseignement supérieur?
2. Quelles sont les idées qui peuvent soutenir les défis auxquels nous sommes confrontés?
3. Comment pouvons-nous nous unir au sein de la SAPES pour réduire nos efforts en silo?

RÉFÉRENCES

Fleming, P. (2021). *Dark academia: How universities die*. Pluto Press.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Gouvernement du Canada (27 octobre 2023).

Modifications apportées au Programme des étudiants étrangers afin de protéger ces derniers.

<https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2023/10/modifications-apportees-au-programme-des-etudiants-etrangeurs-afin-de-protoger-ces-derniers.html>

Kutsyuruba, B., & Walker, K. (2015). *The lifecycle of trust in educational leadership: An ecological perspective*. *International Journal of Leadership in Education*, 18(1), 106-121.

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13603124.2014.915061>

Laframboise, K., Olivier, A., & Parrillo, F. (2023, Dec 14). *Quebec's latest tuition plan puts English universities 'under attack,' McGill says*. Global News.

<https://globalnews.ca/news/10169867/quebec-out-of-province-students-tuition-plan/>

McNicoll, F. B. & Olson, I. (2023, Aug 28). *English Cegeps starting to feel the weight of French-language law reform in Quebec*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/cegeps-bill-96-language-law-quebec-1.6948410>

Morrish, L. (2021, Oct 31). *Emotional labour in the post-pandemic university*. The Post-Pandemic University. Emotional labour in the post-pandemic academy – The post-pandemic university (postpandemicuniversity.net).

Porumbescu G., Park J., & Oomsels P. (2012). Building trust: Communication and subordinate trust in public organizations. *Transylvanian Review of Administrative Sciences*, 38, 158-179.